Seule candidate à l'élection présidentielle prévue au Mali le 28 juillet, Aïssata Haidara Cissé assure qu'elle ne se présente pas pour faire de la figuration. Elle veut réduire les difficultés économiques, parfois liées aux inégalités climatiques qui s'aggravent du sud au nord.

Le Mali sort à peine d'une rébellion menée par des groupes islamistes armés et des Touaregs qui ont occupé, entre avril 2012 et janvier 2013, la partie nord de ce pays d'Afrique de l'ouest. Cette zone aride et désertique est le théâtre de rébellions cycliques menées par des Touaregs.

Contrairement aux militants des groupes armés, la candidate Cissé, elle-même enfant de cet espace déshérité, estime que toutes les populations du Mali sont confrontées aux mêmes problèmes de pauvreté. «C'est pourquoi nous devons repenser notre modèle de démocratie et surtout de développement économique, social et culturel», a-t-elle déclaré lors de son investiture comme candidate indépendante, le 16 juin.

Elue députée en 2007 à Bourem, dans le nord, Cissé n'est pas la première femme à se présenter à une élection présidentielle au Mali. Connue sous le surnom de Chato, cette candidate de 54 ans a d'abord travaillé à l'ex-compagnie aérienne Air Afrique dont elle était membre du syndicat des travailleurs.

En plus de ses activités politiques, elle est actuellement une femme d'affaires, intervenant notamment dans les secteurs du tourisme et du transport aérien.

Elle bénéficie du soutien de 11 partis politiques et des regroupements féminins qui fondent beaucoup d'espoir sur sa candidature. «Nous soutenons la candidature de Chato parce qu'elle est une femme», déclare à IPS, Bintou Coulibaly, secrétaire générale adjointe de l'Association pour le progrès et la défense des droits des femmes (APDF) basée à Bamako, la capitale malienne.

Bien connue au Mali, L'APDF milite depuis plus de deux décennies pour la promotion de la candidature des femmes aux instances de prise de décisions. «Nous pensons que les femmes ont un rôle capital dans la création d'un Mali nouveau».

«Nous sommes convaincues que c'est parce que les femmes, qui constituent plus 52 pour cent de la population, ne sont pas suffisamment représentées dans les instances de décision, que leurs préoccupations ne sont pas prises en compte», ajoute Bintou Coulibaly.

Le premier tour de l'élection présidentielle est prévu pour le 28 juillet prochain. L'accord conclu à Ouagadougou le 18 juin, entre le gouvernement malien et les rebelles touaregs, permet d'accélérer les préparatifs du scrutin et sa tenue sur toute l'étendue du pays, y compris à Kidal, le fief du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA).

Et tout se passe bien, affirme le ministre de l'Administration territoriale, Moussa Sinko Coulibaly, qui confirme que pour la première fois, des cartes d'électeur biométriques 'Nina' seront utilisées au Mali. Elles sont tirées d'un recensement administratif spécial effectué en

2011 à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

Selon le ministre, la distribution de ces cartes sera officiellement lancée ce vendredi 28 juin.

Pourtant, selon Cheick Pléah, sociologue à Bamako, les candidats comme Aïssata Cissé devraient se faire des soucis à cause du choix de ce recensement.

«Tout le monde n'a pas pu être recensé... Il est impératif qu'un candidat ait une bonne assise, qu'il ait suffisamment de monde. Sur ce point, je ne crois pas que Chato aura suffisamment le temps de préparer son assise à la base avec toutes ses probabilités-là», souligne Pléah à IPS.

Pléah estime que Cissé n'est pas la candidate du Parti pour le développement économique et la solidarité (PDES) dont elle est membre.

Par contre, Bintou Coulibaly réaffirme le soutien l'APDF à la candidate Cissé, soulignant qu'elle a des moyens financiers pour battre campagne à travers tout le pays.

Les Maliens commencent à prendre conscience que les femmes ne savent pas faire seulement que l'entretien du foyer. «La majorité pense que les femmes peuvent faire autant que les hommes, sinon mieux. Seulement, prétendre à un poste aussi important demande un long travail dans l'ombre et de façon sérieuse pour ne pas mordre la poussière», estime Pléah.

Même au sein des partis politiques qui ne soutiennent pas sa candidature, Cissé inspire confiance à d'autres femmes. «On peut compter avec elle lors de la présidentielle à venir. C'est une dame très courageuse qui ne jette pas l'éponge au premier obstacle rencontré», a expliqué à IPS, Fatoumatta Dicko, elle aussi députée à l'Assemblée nationale du Mali.

Membre du Parti pour la solidarité et le progrès (PSP), un des partis qui ont conduit le Mali à l'indépendance en 1960, Dicko retient de sa collègue le don de s'exprimer, de se faire comprendre et de convaincre les gens pour ses idées et son idéal.

Cissé aura probablement le soutien des associations de femmes, mais cela ne sera pas suffisant: être femme pourrait être aussi son grand problème.

«Je n'en doute pas», indique Dicko. «Le fait qu'elle soit une femme va être son point de faiblesse. Car malgré les avancées notoires enregistrées dans la promotion des femmes, force est de reconnaître que bon nombre de Maliens continuent de penser que les femmes ne peuvent pas occuper certains postes de responsabilité», déplore-t-elle.

Elles sont même nombreuses au Mali des femmes qui ne veulent pas d'une femme présidente de la République pour des raisons religieuses.

«Tout comme une femme ne doit pas diriger la prière dans une mosquée, elle ne doit pas diriger un pays tant qu'il y a des hommes valides. C'est Dieu qui nous a créés, qui a voulu que les femmes et les hommes soient différents et nous les femmes, nous devons comprendre cela», déclare à IPS, Fatoumata Dembelé, une vendeuse de poisson au marché de Djicoroni, à

Bamako.